

# Recherche : comment éteindre l'incendie ?

Après la tribune de Prix Nobel contre la baisse des crédits, l'exécutif tente de calmer la colère des scientifiques

**S**auver les meubles. Le gouvernement tente de désamorcer la mobilisation de la communauté scientifique, scandalisée par les annulations de crédits qui vont affecter les programmes de recherche scientifique. Celle-ci s'est manifestée de manière spectaculaire par la tribune publiée dans *Le Monde* du 24 mai par sept Prix Nobel français et un lauréat de la médaille Fields de mathématiques dénonçant « un suicide scientifique et industriel ». Selon le mathématicien Cédric Villani, les huit signataires seront reçus dans les jours à venir par François Hollande.

Mardi 24 mai, à l'Assemblée nationale, la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, Najat Vallaud-Belkacem, a réaffirmé que ces annulations n'auront « aucun impact sur l'activité des organismes de recherche » et qu'il s'agissait uniquement de « recalibrer les fonds de roulement et les trésoreries sans que ni leurs dépenses, ni l'exécution de leurs budgets, ni les conditions de travail des chercheurs ne soient affectées ». Elle s'est attiré de vives protestations de la part de l'opposition, sans convaincre tout à fait les parlementaires de la majorité.

Le gouvernement a de plus essayé un sévère camouflet après l'avis négatif émis par les commis-

sions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat sur le projet de décret portant annulations de crédits. Les opérateurs de la recherche – Commissariat à l'énergie atomique (CEA, 64 millions), Centre national de la recherche scientifique (CNRS, 50 millions), Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA, 10 millions) et Institut national de la recherche agronomique (INRA, 10 millions) – de-

vraient voir leurs crédits réduits de 134 millions d'euros. S'y ajoutent 5 millions pour la recherche spatiale, 6,5 millions pour la culture scientifique, 23 millions pour des opérateurs effectuant de la recherche en sûreté nucléaire, environnement ou énergie. Au total, 196 millions d'euros sont annulés.

La rapporteure de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Valérie Rabault (PS, Tarn-et-Garonne), estime particulièrement dommageable la ponction opérée sur la trésorerie du CEA et du CNRS. « Au regard des

enjeux de recherche de la France, [elle] estime que cette ponction peut endommager de manière durable l'effort de recherche » et recommande en conséquence la suppression de ces annulations de crédits.

## Soudaineté et brutalité

Pour le Sénat, qui juge celles-ci

« incohérentes avec les engagements pris par le président de la République », ce sont autant de « coupes nettes dans les crédits disponibles ». Les sénateurs s'inquiètent des « atteintes à la qualité de l'écosystème français de recherche et d'innovation ».

Malgré ces deux avis négatifs, le gouvernement a décidé de passer outre. « A ce stade, la trésorerie disponible au CNRS lui permet de financer ses projets, estime le secrétaire d'Etat au budget, Christian Eckert, interrogé par *Le Monde*. Ce sera plus tendu au CEA, mais nous veillerons à ce qu'il n'y ait pas de souci. Je veillerai le cas échéant, en fin de gestion, à ce que rien n'entrave l'exécution des programmes. Je n'envisage donc pas de modifier le décret. »

La soudaineté et la brutalité de ces mesures ont surpris dans les organismes, alors que le CEA, par exemple, venait de boucler un accord avec ses tutelles pour réaliser 65 millions d'euros d'économies d'ici à 2020. Le président du CNRS, Alain Fuchs, réfute l'idée que « les fonds de roulement seraient des matelas ou des crédits non utilisés ». Il dit vouloir « rechercher des solutions techniques permettant d'éviter des annulations sèches », mais espère que cet « événement fera prendre conscience que nous nous approchons de la limite et que

ça ne peut plus durer ». Selon lui, il doit faire face, depuis plusieurs années, à un budget en baisse à euros constants alors que ses collègues allemands voient leurs moyens croître de 3% à 5% par an.

L'intersyndicale du CEA dénonce « une révision budgétaire sans aucun préavis et avec une ampleur jamais connue ». « L'Etat, en tournant le dos à ses engagements et à ses promesses, marque un mépris envers les personnels de recherche qui ne peut que nuire à leur engagement jusqu'ici indéfectible », ajoute-t-elle. A l'INRA, la direction s'efforce de chercher une solution pour que les 10 millions d'euros à trouver n'aient pas de conséquences sur les investissements à venir.

Pour éteindre l'incendie sans que Bercy perde la face, le ministre a trouvé in extremis une parade technique. Celle-ci devrait permettre de neutraliser l'effet des coupes en ajoutant des recettes d'un montant égal à ce qui est enlevé. « C'est du maquignonnage », reconnaît le secrétaire d'Etat à la recherche, Thierry Mandon. Reste à savoir si les organismes concernés s'en satisferont. Cet épisode, toutefois, ne manquera pas de laisser des traces. En réalité, c'est bel et bien la bataille du budget 2017 qui est engagée. ■

DAVID LAROUSSERIE  
ET PATRICK ROGER